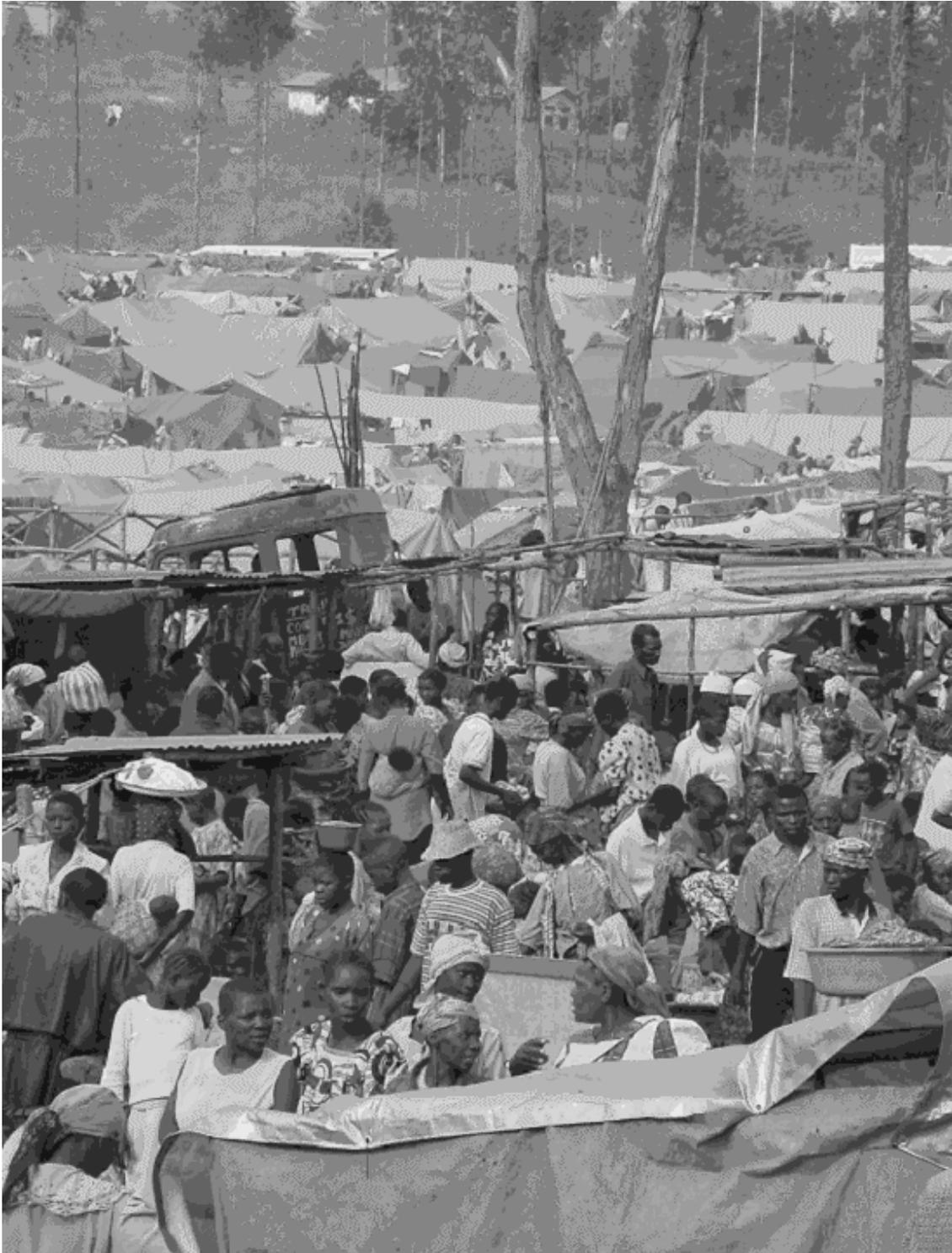


Ituri : Promesses Non-Tenues ?

Un semblant de protection et une aide inadéquate



© Juan Carlos Tomasi

**Rapport de Médecins Sans Frontières
25 juillet 2003**

SOMMAIRE

Introduction.....	2
MSF en Ituri.....	3
1. Une force internationale intérimaire en renfort: promesses non-tenues?.....	4
1.1 Bunia, la ville-enclave, n'est pas sécurisée.....	4
1.2 150 000 habitants de Bunia hors du champ d'action d'Artémis.....	5
1.3 Beni, refuge menacé.....	6
2. La guerre au temps de la MONUC.....	6
2.1 Des combats de rue aux exactions systématiques.....	6
2.2 A Bunia, l'introuvable sécurité.....	9
2.3 Fuir Bunia, sans aide de la MONUC.....	9
3. La portion congrue des secours.....	11
3.1 Bunia, les « returnees » peuvent attendre.....	11
3.2 Alentours de Bunia : les oubliés des secours.....	12
3.3 Beni après des mois d'imprévision.....	13
Conclusion.....	14
Annexes.....	15

INTRODUCTION

En mai dernier, Bunia, le chef-lieu de l'Ituri, au Nord-Est de la République Démocratique du Congo (RDC), a été le théâtre d'un épisode d'une extrême violence. Cette violence, qui s'inscrit dans le cadre du conflit en cours depuis 1998 dans la région, perdure depuis plusieurs années, mais elle a atteint une intensité particulière depuis deux ans. Plusieurs milliers de personnes ont été tuées et des centaines de milliers d'autres ont connu l'exode à plusieurs reprises.

Les exactions n'ont épargné ni les civils, ni les membres d'organisations de secours, comme en témoigne l'assassinat, en avril 2001, de six membres du Comité International de la Croix Rouge (CICR), dans la région de Bunia.

Médecins Sans Frontières (MSF), présent en RDC depuis 1988, travaille auprès des populations de l'Ituri de façon intermittente depuis 1999. Les équipes de MSF, envoyées sur place pour porter secours aux malades et aux blessés de guerre, sont confrontées depuis des mois aux récits des victimes des violations massives du droit international humanitaire.

L'interprétation la plus commune de ces violences se résume à un conflit tribal entre Hema et Lendu. La promotion d'une idéologie ethniciste et les moyens déployés pour la faire prospérer ne sont certes pas nouveaux dans cette région. Mais la violence ethnique est clairement et délibérément attisée. Alimentée par l'implication directe et indirecte des pays voisins, et le soutien de divers groupes armés, elle fait le jeu de multiples ingérences et masque la compétition en cours pour la suprématie politique et l'exploitation des ressources naturelles.

Les paroles des victimes et des secouristes rendent compte de l'ampleur des violences subies par toutes les communautés. Ces violences dépassent largement le simple cadre d'explication de l'affrontement interethnique. Elle disent la peur qui transcende aujourd'hui toutes les appartenances communautaires et semble justifier toutes les violences.

De Bunia, théâtre de combats entre factions et de crimes contre les civils, à Beni fragile refuge pour les civils, ou encore dans la région de Lubéro où se déroulaient aussi des combats au début du mois de juin, l'ensemble de la population est menacé par cette guerre. Chaque civil peut ainsi se retrouver demain au cœur d'une zone de combats, subir l'arbitraire des multiples belligérants, devoir fuir sa maison et tenter de survivre dans l'exode.

L'envoi, à partir d'avril 2003, de 600 hommes du bataillon de réserve de la Monuc (Mission de l'Organisation des Nations Unies en République Démocratique du Congo) puis le déploiement en juin, par l'Union Européenne, d'une force internationale de 1 500 soldats, ne doit pas faire oublier qu'on a cherché, dans l'urgence, une réponse à des menaces pour la sécurité des habitants de Bunia identifiées de longue date. De fait, cette force est arrivée trop tard pour des dizaines de milliers de personnes : deux semaines de violence à Bunia (début mai 2003) ont suffi pour que les morts se comptent par centaines et que des dizaines de milliers de personnes aient fui la ville. Le sort de dizaines de milliers d'autres reste inconnu et les habitants demeurés sur place vivent au jour le jour, dans des conditions d'extrême précarité.

Malgré le déploiement en Ituri de renforts de la Monuc et de « la force intérimaire d'urgence » de l'Union européenne, MSF ne peut que constater l'incapacité de cette double présence armée internationale à assurer pleinement la sécurité des populations civiles, hors de quelques espaces très limités, instaurés laborieusement. Les secours d'urgence auxquels pourraient contribuer la communauté internationale et les agences des Nations Unies sont par ailleurs très insuffisants.

Au moment où le Conseil de Sécurité des Nations unies doit dessiner les contours de l'engagement de la communauté internationale en République Démocratique du Congo (RDC) pour les mois à venir, Médecins Sans Frontières souhaite souligner l'incapacité des récents déploiements militaires à protéger réellement les populations civiles en Ituri et témoigner de l'insuffisance des secours dans cette région.

MSF en Ituri

MSF est présent en RDC depuis 1988 dans la zone sous contrôle gouvernemental et depuis 1998 dans la zone sous contrôle des rebelles.

Depuis novembre 2002, une équipe MSF est à nouveau présente en Ituri après une présence par intermittence depuis 1999. Depuis janvier 2003, alors que les habitants rentrent chez eux après deux mois de combats et de pillage, MSF a relancé des centres de santé autour de Mangina et un hôpital de 70 lits à Mambasa.

A Bunia, une équipe médico-chirurgicale a pu s'installer en avril malgré l'insécurité croissante. Dans un premier temps, cette équipe a commencé à travailler dans l'hôpital central. Suite aux premiers incidents violents en ville le premier week end de mois de Mai et la fuite d'une grande partie du personnel médical, l'équipe MSF fut évacuée quelques jours. Le 15 Mai, une deuxième équipe médico-chirurgicale fut renvoyée à Bunia pour reprendre les interventions. Rapidement un bloc opératoire de fortune a permis de soigner des blessés. Dans un second temps un hôpital de 70 lits fut créé dans un ancien entrepôt.

Cet hôpital improvisé (Clinique Bon Marché) a permis de prodiguer des soins aux quelques milliers d'habitants restés dans la ville, le plus souvent massés auprès des positions de la Monuc dans des conditions sanitaires critiques. Depuis, plus de 520 interventions chirurgicales ont été pratiquées. Une moyenne de 150 consultations externes y est pratiquée chaque jour ainsi que plus de 60 hospitalisations par semaine. L'apparition des premiers cas de choléra confirmés par laboratoire et la crainte d'une flambée épidémique réelle ont nécessité, à titre préventif, l'installation en urgence d'un centre de traitement du choléra. Depuis le mois de juin, la situation alimentaire de la population s'est dégradée et les structures déjà en place sont proches de la saturation. Afin d'y faire face, un centre thérapeutique nutritionnel est en cours d'installation assurant une prise en charge des plus sévèrement malnutris. Depuis le 19 mai, les équipes travaillent également auprès de 55 000 déplacés de Bunia qui ont trouvé refuge 150 km plus au Sud, près de Beni.

Deux camps de déplacés sont en cours d'installation pour 6 000 d'entre eux, où MSF prend en charge les soins ainsi que la construction des abris et l'approvisionnement en eau. Un poste de santé a été installé auprès d'un autre camp de 5 000 personnes à Oysha. 17 000 enfants (jusqu'à 5 ans) vont recevoir une ration alimentaire au cours des trois prochains mois, pour prévenir l'augmentation de la malnutrition.

1. Une force internationale intérimaire en renfort : promesses non tenues ?

Face à l'incapacité de la Monuc de protéger la population civile en Ituri, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a décidé dans sa résolution 1484 du 30 mai 2003, de déployer à Bunia, jusqu'au 1^{er} septembre 2003, « une force internationale intérimaire d'urgence ».

Malgré le déploiement depuis le 11 juin dernier des 1 500 hommes de l'opération « Artémis » placés sous commandement européen, la population de la ville de Bunia et des environs ne bénéficie toujours pas d'une réelle protection.

Ces renforts internationaux ont pourtant été envoyés à la rescousse des troupes de la Monuc, impuissantes depuis plus d'un mois à sécuriser la ville et sa population.

1.1 Bunia, la ville-enclave n'est pas sécurisée

La « force intérimaire d'urgence » avait notamment pour objectif de sécuriser la ville de Bunia pour faciliter le déploiement de nouveaux renforts de la Monuc à partir du mois de septembre et pour protéger la population civile.

Près de deux mois après son déploiement, certains quartiers de la ville ont été temporairement sécurisés mais le quotidien de nombreux habitants restés sur place et de ceux qui osent rentrer de leur exode reste périlleux. Malgré les forces déployées, la guerre est toujours proche : les combattants s'immiscent toujours la nuit dans certains quartiers, pour piller, tuer et terroriser les civils. Et les idéologues de la haine n'ont pas cessé de diffuser leurs messages appelant aux meurtres.

L'activité chirurgicale dans l'hôpital improvisé par une équipe de MSF atteste de la persistance de l'insécurité et de l'absence de protection dont souffre la population civile : depuis juin, les blessés de guerre continuent d'arriver à l'hôpital. On recense parmi eux près de 60% de cas orthopédiques. Les cas de blessures abdominales nécessitant une intervention chirurgicale immédiate n'arrivent souvent pas à temps à l'hôpital. 8 cas de viol ont également été pris en charge par les structures MSF alors que de nombreux autres cas nous ont été rapportés.

Depuis fin juin des habitants de la ville de Bunia qui avaient fui les terribles combats de mai dernier commencent à rentrer, par petits groupes. Certains s'y sont résolus après avoir tenté de survivre pendant plus de deux mois, dans la forêt. L'état des patients reçus dans les cliniques de MSF témoigne de la dureté des conditions de vie des populations pendant leur fuite : des cas de malnutrition sévère sont diagnostiqués, notamment parmi les enfants. Des blessés de guerre sont pris en charge souffrant de blessures vieilles de plusieurs semaines et qui n'ont pas été traitées.

D'autres n'avaient pas l'argent nécessaire pour passer les barrages tenus par des miliciens locaux permettant de fuir plus au Sud... Mais quelle que soit la motivation de leur retour, seule une partie d'entre eux regagne leur maison, leur quartier, par peur des exécutions sommaires et des représailles qui restent monnaie courante, notamment la nuit.

Ces « returnees » s'installent dans les camps improvisés depuis début mai à proximité des positions de la Monuc. Des habitants de Bunia qui n'ont pas quitté la ville et vaquent à leurs occupations dans la journée viennent également passer la nuit dans ces camps qui ne sont pourtant pas à l'abri d'incursions ou d'exactions et dans lesquels des disparitions ont été régulièrement signalées.

Au total, la sécurité dans la ville de Bunia reste extrêmement précaire. En dépit de cette situation, la Monuc continue de diffuser des messages sur Radio Okapi, assurant que la sécurité est rétablie et invitant les déplacés à revenir en ville, au risque de créer pour les populations civiles un sentiment de sécurité trompeur.

Extrait d'un rapport MSF du 7 juin 2003

Dans la « zone de transit », une grand-mère, âgée de 53 ans, est arrivée de Medu (où elle avait fui depuis le 12 mai) avec 4 enfants et petits enfants, il y a une semaine. Le reste de sa famille (9 personnes) est allé à Oïcha, elle n'a pas de nouvelles d'eux. A son retour, elle est d'abord retournée dans sa maison, pillée, dans le quartier 200. La première nuit, raconte-t-elle, « ils sont venus frapper à la porte, nous avons tenu la porte. Ils sont partis, mais nous n'avons pas dormi et le matin nous sommes venus au camp ».

1.2 150 000 habitants de Bunia hors du champ d'action d'Artémis

« La force intérimaire d'urgence » a pour mission de protéger la population civile de Bunia, mais elle dispose d'un mandat limité qui l'empêche de se déployer à l'extérieur de la ville. Or, la moitié des habitants de Bunia est encore aujourd'hui en périphérie de la ville où elle s'était réfugiée et se trouve donc hors du périmètre de protection internationale.

Les environs de Bunia, où environ 150 000 personnes auraient fui sont encore régulièrement touchés par des flambées de violences et des combats (attaques de villages, maisons pillées, brûlées, assassinats...). Le village de Katoto a été attaqué à plusieurs reprises. Les personnes déplacées qui s'y trouvent sont livrées à elles-mêmes, sans aucune protection. Celles qui parviennent à en sortir racontent un quotidien fait d'insécurité et de peur.

Depuis mai, les équipes MSF n'ont pas pu accéder aux populations des villages situés dans un rayon de 3 à 50 kilomètres autour de Bunia, faute de garanties de sécurité de la part des belligérants. C'est pourtant là que vivent les populations les plus exposées.

Témoignages des équipes Médecins Sans Frontières

Parmi les derniers installés dans le camp de l'aéroport, se trouvent des habitants de Katoto (25 kms nord-est de Bunia). Ils ont passé la première nuit à Central (un quartier de Bunia) mais ils ont eu très peur, car les maisons sont visitées, pillées pendant la nuit. Katoto a subi une première attaque le samedi 21 juin. Le vendredi suivant (le 27 juin), les combattants sont revenus et ont brûlé les cases et les maisons qui restaient. Il y a eu beaucoup de morts. Ils ne veulent plus retourner là-bas : « il n'est pas possible d'y rester, à chaque instant on s'attend à la mort ».

Une vieille femme portant sa mère, très âgée, sur son dos arrive à 13h de Lengabo. Elles marchent depuis 6 heures du matin. Elles sont de M'Bale, au Nord de Bunia, d'où elles sont parties en mai. Leur village se trouve dans une zone où elles risquent d'être considérées comme des « ennemies », mais elles n'ont plus rien à perdre, la vie était trop épouvantable durant ces semaines passées à fuir.

Un homme vient de Tinda Zundu (village entre Medu et Bunia) avec sa mère et sa fille de 21 ans qui porte son nouveau-né. Elle est portée sur un siège en bois. Elle présente des blessures par balle à l'avant-bras et à la jambe. C'est arrivé trois jours auparavant. Elle se rendait chez sa tante à Makabo avec deux autres filles pour aller chercher de la nourriture. Elles ont rencontré des combattants. Les deux autres filles ont pu s'échapper, mais « elle s'est battue avec eux et elle a été blessée ». Après les premiers soins sur place, nous la référons vers l'hôpital Bon Marché. La chirurgienne MSF dit n'avoir jamais vu de plaie aussi sale. Elle ne se prononce pas sur sa récupération et peut-être faudra-t-il l'amputer.

1.3 Beni, refuge menacé

Au moment-même où se déployait la force internationale intérimaire dans Bunia, des combats à l'arme lourde éclataient entre des troupes du RCD-Goma et l'armée congolaise au sud de Beni, jusqu'au cœur de plusieurs localités. Les combats qui ont débuté à Bingi se sont étendus à Kanyabayanga puis Lubero, villes aujourd'hui vidées d'une grande partie de leur population.

De Kaseghe à Kitsambiro, raconte une équipe MSF, « *il n'y a pratiquement personne dans les villages, les portes des maisons et des bâtiments publics étaient ouvertes à tous vents, il semble que les gens ont emporté ce qu'ils ont pu et que le reste a été pillé. Nous n'avons croisé que 4 camions transportant des marchandises sur cet axe commercial habituellement très fréquenté.* »

La guerre se rapproche donc de Beni, une ville refuge pour plus de 55 000 habitants de Bunia qui avaient cru échapper au pire. Outre les rescapés de Bunia, la ville et ses environs accueillent depuis plus de 6 mois au moins 30 000 personnes venus d'Ituri, du Kivu, du Maniema. Les dizaines de milliers de personnes, de Kanyabayanga à Lubero, qui ont fui à leur tour pour échapper aux récents combats pourraient bientôt venir s'ajouter à elles.

Ce sont au bas mot 250 000 personnes qui errent au sud de l'Ituri sans que les troupes des Nations Unies contribuent en quoi que ce soit à leur sécurité.

2. La guerre au temps de la Monuc

Si la situation actuelle voit perdurer une situation d'insécurité, malgré l'envoi d'une force supplémentaire, la période précédente - de mai à juin- a vu le conflit atteindre une intensité jamais égalée au moment même où la Monuc se déployait.

Au mois d'avril, alors que les forces ougandaises se retiraient de la zone, de nombreux éléments pouvaient faire craindre que les factions armées qui se disputent le contrôle de la région depuis de nombreuses années ne s'affrontent à nouveau jusqu'au cœur de la cité. En avril, MSF avait d'ailleurs demandé au département des opérations de maintien de la paix de l'ONU de prendre des mesures concrètes pour garantir la protection des populations civiles pendant et après le retrait des troupes ougandaises.

Les combats ont effectivement éclaté alors que 600 hommes du bataillon de réserve de la Monuc se déployaient. Leur arrivée en urgence n'empêchera pas les violences, les crimes, les pillages de s'amplifier et d'être perpétrés jour après jour pendant près d'un mois.

2.1 Des combats de rue aux exactions systématiques

Après le retrait des troupes ougandaises, les habitants de Bunia s'attendaient à une explosion de violences mais la plupart n'imaginaient pas qu'elle prendrait une telle ampleur et affecterait tous les habitants. La Monuc déployée n'a pas eu les moyens d'enrayer les massacres ni d'en atténuer les effets pour les populations civiles. Alors même qu'elle tentait de devenir opérationnelle, les combats redoublaient d'intensité.

2.1.1 Combats et vagues de terreur

La guerre a commencé la première semaine de mai 2003 dans des quartiers périphériques, avec des attaques à l'arme lourde. Les habitants de Bunia sont restés terrés dans leur maison, plusieurs jours durant. Les détonations ont résonné dans la ville, jour et nuit. Puis elles ont laissé la place à des attaques à l'arme blanche ou armes à feu et des meurtres de civils, ainsi qu'au porte-à-porte et au pillage.

« On ne savait pas, car on est resté à la maison, que tous les gens de Bunia, des quartiers Sukisa, Nia-nia, Salongo, Sous-région, 200, avaient déjà quitté la ville. C'est l'attaque de lundi qui nous a fait fuir. Ça a commencé le samedi à 17 heures, les fusillades, les bombes des armes lourdes, ça a duré toute la nuit, jusqu'à 6 heures du matin. A ce moment nous sommes sortis de la maison, pour voir ; mais, vers 11 heures, on a constaté que c'était trop dur d'être dans la ville : il y avait des gens qui couraient et fuyaient, ils couraient, certains n'avaient plus d'oreilles, on les leur avait coupées. Nous sommes encore restés. Plus tard, on m'a protégé pour sortir. Le combattant qui nous a aidés à sortir est l'un de mes amis que je connais depuis toujours, il l'a fait en cachette, la nuit, sans que ses amis le sachent» .¹

Le lundi 5 mai, l'UPC prend Bunia. Les combats avec les milices Lendu durent toute la semaine. Les quartiers se vident de leurs habitants qui se réfugient d'abord dans les quartiers voisins, chez de la famille, des amis. Les meurtres et massacres ont commencé.

« L'atmosphère a changé plus encore à partir de la semaine du 5 mai. On sentait que vraiment les choses allaient changer. Il y avait des pillages, du désordre, des détonations d'armes lourdes, des gens arrêtés. On vous enterrait là où on vous tuait. Dans toutes les rues de tous les quartiers. Du 6 au 12 mai, j'ai vu beaucoup de morts, une vingtaine de personnes.»

« Le lundi, on a entendu des coups de balles, on ne pouvait presque pas aller au marché, il y avait très peu de nourriture. On est restés à la maison. Ça a continué une semaine. Et puis le samedi c'était vraiment grave, alors on a quitté Bunia. Nous avons entendu que les miliciens étaient arrivés dans le quartier, et aussi qu'à Cité ils tuaient les gens ; on entendait de forts coups de balles, et puis on a vu les gens qui commençaient à fuir. »

« Même quand les miliciens ont eu contrôle de la ville il y a eu des règlements de compte. Le matin on se lève et on entend qu'il y a 10 cadavres à tel endroit. Il faut aller voir pour savoir si ce ne sont pas des gens de ta famille. Je ne saurais inventorier le nombre d'amis ou de famille qui sont morts ce dernier mois, mais c'est beaucoup. »

Les exactions, les pillages se multiplient. La peur gagne tous les quartiers.

« Et puis une nuit, mon frère, qui habite à Muzipela, est venu nous dire qu'il fallait partir, que l'on était en train de tuer les gens à coups de machette dans son quartier. Le lendemain matin, les balles sifflaient, on a fui. »

« Ca a commencé le 7 ou le 8 mai. Vers le début de la semaine, on a tué mon père au couteau. Il était vieux, alors il a refusé de fuir. Il s'est enfermé dans la maison, ce sont les autres voisins qui ont fui quand on l'a tué qui m'ont informé. »

« Le pillage de Bunia a commencé la semaine avant notre fuite (le lundi 11 mai). Ils entraient dans les maisons pour prendre des choses, et si tu discutes, on te tue. »

2.1.2 « Ce n'était pas notre guerre... »

Jusqu'à présent, les habitants de Bunia qui n'appartiennent à aucune des deux communautés hema ou lendu, ne se sentaient pas véritablement menacés par ce qu'ils appellent « la guerre des autres ».

¹ Les témoignages cités dans cette partie ont été recueillis entre fin mai et début juin par les équipes de MSF auprès d'habitants de Bunia réfugiés à Beni.

Ils parvenaient à se tenir tant bien que mal à l'écart de cette « *vita kikabila* », la guerre tribale, en prenant soin de ne pas avoir de différends personnels ou financiers avec ceux qui étaient tour à tour maîtres des lieux.

Mais cette fois, la violence s'exerce envers tout le monde, « sans discrimination ». Rarement la guerre aura atteint une telle intensité pour l'ensemble de la population.

« Je n'avais jamais fui Bunia. On restait enfermés tandis qu'ils se battaient jour et nuit, il y avait des morts entre les miliciens, mais pas contre la population, sauf les deux tribus lendu et hema. »

« Cette histoire interethnique a commencée il y a longtemps, mais cette violence contre toutes les tribus, c'est nouveau. A la radio, ils ont dit que l'on devait tuer tous les non-originaux (jajambo) »

« Mais là, c'était terrible. C'est vraiment quand les voisins avec qui vous restez toujours commencent à tuer, qu'il faut partir. »

« C'est la première fois que je quitte Bunia, que je fuis à cause de la guerre. Mais cette fois-ci vraiment, cette guerre était terrible. Je ne veux plus jamais retourner à Bunia. C'était dangereux, cela a dépassé les bornes. »

2.1.3 Pour vider la ville, la terreur orchestrée

Si la violence s'est exercée sans discernement, les témoignages illustrent son caractère organisé. Les combattants et les miliciens recourent à la terreur : porte-à-porte (les hommes en armé employant parfois des ruses pour forcer les habitants à venir ouvrir), meurtres de familles entières, ou de certains membres devant les autres, mutilations, tortures, appels à la haine et à l'extermination diffusés à la population...

La souffrance des populations est exploitée par toutes les parties au conflit pour justifier la guerre et les exactions. Elle interdit la neutralité, car pour être défendu, il faut prendre parti en faveur de l'une ou l'autre des parties au conflit.

« Ils venaient et frappaient à toutes les portes (sauf la mienne... "c'est la chance" ?). Cela dépendait de la chance ou de la malchance, mais beaucoup de gens ont eu de la malchance. »

« Ils ont tué mon mari d'un coup de couteau dans la gorge. Ils sont entrés dans la parcelle, et ce qui m'a sauvée c'est que j'étais dans la chambre quand ils ont égorgé mon mari. J'ai entendu le bruit, j'ai regardé, je suis retournée dans la chambre et j'ai sauté par la fenêtre. Je me suis jetée dans les fleurs et je suis restée très calme. J'ai tremblé dans les fleurs pendant longtemps. Quand je suis sortie, j'ai vu le corps de mon mari, et les deux beaux-fils qui étaient aussi dans la maison avaient disparu. Ont-ils été enlevés, ont-ils fui ? Je ne pouvais supporter de rester à Bunia, les gens voulaient tuer. »

Après les combats, les cadavres restent visibles pour frapper les esprits.

« Derrière ma maison j'ai trouvé 2 morts. Dans le marché, il y en avait beaucoup plus, le jeudi, le vendredi, le samedi. »

« Le matin où nous avons fui, il y avait 5 corps devant ma maison, que personne ne pouvait enterrer, car le temps de le faire, tu peux te faire tuer. Même la Croix Rouge n'a pu le faire. »

« Il y avait trois morts dans mon jardin. La main, la tête, les oreilles coupées. J'avais peur vraiment, je n'avais plus besoin de rester à Bunia, mais on ne pouvait partir. C'est cette colère qui fait peur, celle qui fait abîmer le corps des gens. »

2.2 A Bunia, l'introuvable sécurité

Dès les premiers jours de mai, des habitants de Bunia partent vers la Monuc ou dans des quartiers limitrophes pour trouver protection et s'éloigner de la ville. Ils n'envisagent pas encore que les combats puissent durer plus de quelques jours et les forcer à l'exode.

Mais pas plus que les habitations, la base de la Monuc n'offre d'abri sûr. Les hommes de la Monuc ne font qu'observer la recrudescence des violences et en rendre compte au secrétariat général des Nations unies et aux médias jour après jour. Dans leur base même, sous leurs yeux, des milices interviennent, des personnes déplacées se font enlever. 600 hommes dans une ville de 200 000 habitants en proie aux combats ne peuvent y maintenir l'ordre et la sécurité, comme semblait le suggérer pourtant leur déploiement annoncé comme une réponse au chaos grandissant.

« Quand la guerre a commencé à Bunia, on s'est caché un jour à la Monuc. C'était le samedi, il y avait toujours l'insécurité : les militaires de la Monuc n'agissaient pas, ils regardaient, et c'est tout. J'ai vu des miliciens entrer dans la Monuc et enlever des gens (un homme) pour le tuer (NDLR : ne l'a pas vu se faire tuer). »

« Nous ne voulions pas aller à la Monuc, ma belle-soeur, et 3 de ses enfants ont été enlevés dans la Monuc. Ma femme voulait aller chercher les enfants qui restaient, elle s'est déguisée comme une folle (pour ne pas être arrêtée), et ils l'ont laissée passer. Elle a ramené les enfants. »

2.3 Fuir Bunia, sans aide de la Monuc

Les habitants de Bunia, et tout particulièrement ceux du centre ville, connaissent la guerre depuis plusieurs années. Elle est pour eux synonyme d'explosions de violences sporadiques. Mais cette fois son intensité a acculé nombre d'entre eux à la fuite.

En quelques jours, la ville s'est vidée de plus des deux-tiers de sa population. Après deux semaines de violence, les membres de MSF ont décrit une ville-fantôme, aux maisons pillées.

« Cette guerre a vu fuir des gens qui avaient résisté jusque-là. Cela a été très difficile, même ceux qui disaient qu'ils ne partiraient jamais sont partis. »

Protéger la fuite des habitants se révélera pour la Monuc, tout aussi impossible que de la prévenir. Aucune mesure n'a été prise pour rendre possible l'évacuation ou le transfert des civils vivant en zones de combats vers des zones plus sûres.

« Les gens qui ont quitté Bunia et qui sont arrivés ici, c'est par la grâce de Dieu, car vraiment beaucoup de gens ne sont pas arrivés. » (un habitant de Bunia réfugié à Beni)

La fuite a été rythmée par des étapes de « filtration » caractérisées par des meurtres arbitraires et la prédation systématique des quelques biens des personnes en fuite.

Celles-ci, en un long cortège de familles, ont commencé à emprunter la grande route de l'Ouest (route de Komanda). Les citadins ne connaissaient pas la forêt. A la terreur des premières semaines s'est alors ajoutée l'incertitude et les dangers de l'exode.

2.3.1 L'attaque de Tchaï, 14 km de Bunia

Les réfugiés rapportent que le week-end du 21 mai, lors de la fuite, des hommes embusqués dans les bas-côtés ont tiré à l'arme lourde et armes à feu sur le cortège des civils en route. La panique créée par l'attaque a dispersé le groupe. Cet épisode a fait des morts et des blessés. De nombreuses familles ont été séparées à ce moment-là.

« On a commencé à marcher mais près de Tchai, où les soldats nous ont attaqués avec des armes. J'ai perdu mon mari lors de l'attaque : il est parti de l'autre côté. Il y a un monsieur qui est mort d'une crise cardiaque. Les soldats étaient cachés le long de la route, ils ont tiré avec les pistolets. Beaucoup de gens ont été tués ou blessés. Il y a beaucoup de gens qui étaient avec nous qui ne sont toujours pas arrivés ici. »

2.3.2 Opérations de tri aux barrages

Des check point - ou barrages - ont été installés par les miliciens le long de la route qui mène à Beni pour contrôler tout passage. Il faut montrer ses papiers d'identité et payer (5 dollars pour 20 personnes par exemple) pour obtenir une « feuille de route ». Selon certains récits, du fait de leurs supposés appartenances à un groupe, des personnes ont été enlevées pour « le laboratoire », ou tuées sur le bord de la route, sous les yeux des réfugiés.

« Les hema ne passaient pas, j'ai vu une mère et sa fille de 19 ans que je connaissais se faire tuer au barrage »

« Sur la route, 4 garçons que nous connaissions bien, qui étaient des amis de mon fils et qui venaient souvent à la maison, ils marchaient derrière nous, on a entendu des cris et ils étaient en train de se faire machetter. »

« Si on voit que tu es de l'autre groupe, on te retire du groupe et on te détruit. J'ai vu une maman et un enfant se faire tuer comme ça, dans la file. »

L'identification des personnes que les miliciens veulent retenir se fait d'abord par un contrôle des cartes d'identité, qui signalent le lieu de naissance de la personne. L'absence de carte d'identité pouvait entraîner des représailles : rançon ou coups. En revanche, le fait de présenter sa carte d'identité n'était en aucune mesure, une garantie de sécurité, car si –théoriquement- elle permettait l'identification des « indésirables », d'autres éléments, tels la langue, l'aspect physique étaient aussi des critères de sélection.

2.3.3 Racket

Les réfugiés ont été rackettés à toutes les étapes de leur trajet : argent, vêtements, objets personnels, tout est bon à prendre. Outre le racket organisé, (l'obligation d'acheter une feuille de route selon des « règles établies » : tant de dollars pour tant de personnes...) les déplacés sont également pillés du peu qu'ils avaient réussi à prendre avec eux ou des vêtements qu'ils portaient en partant.

« Quand nous avons fui, nous avons pris nos matelas, nos habits, mais nous avons été pillés en chemin. On m'a même pris mes chaussures. A la première barrière, on nous a tout pris, ensuite aux autres barrières on recevait des gifles et des coups. »

« Moi je suis arrivé ici avec seulement une culotte et un pantalon : le reste, on me l'a pris à la barrière. »

2.3.4 L'exode à travers la forêt

« On a attendu de partir en brousse avec d'autres, car nous habitons la ville, nous ne connaissons pas les chemins, et nous ne savons pas survivre en brousse. »

Les déplacés de Bunia sont des citoyens. Au bout de quelques jours de marche, ils sont entrés dans la forêt équatoriale. Ils dormaient souvent à même le sol, parfois sur des feuilles, ils mangeaient des racines, des fruits sauvages, buvaient l'eau des mares...

« C'est pour cela que j'ai quitté ma ville, pour être en sécurité. Pendant un mois, on dormait ça et là, dans la brousse. On mangeait des racines, on en sortait du jus pour lutter contre le paludisme. Pour manger, on prenait dans les champs des autres. »

« On ne se rendait plus compte de rien, on est allé en savane d'abord (...) Après Medu, il n'y avait plus de sentier, nous avons marché dans les roseaux, nous sommes tombés dans l'eau, nous avons monté des montagnes. (...) Nous avons dormi à la belle étoile. »

Le long du chemin, il leur a fallu payer pour obtenir de l'aide : les autochtones offraient leurs services pour transporter les baluchons ou les personnes malades, pour les guider, pour les aider à traverser des rivières.

Les personnes interviewées mentionnent des malades, ou des personnes âgées qui ont dû être laissés au bord de la route. Des femmes ont accouché, souvent seules. Certaines sont reparties immédiatement après.

« Il y avait une maman avec une fracture au bassin, sa famille l'a laissée sur la route. Elle était vieille et seule. On l'a prise avec nous dans un brancard qu'on a construit, jusqu'à un village, et on l'a laissée dans une maison vide. Elle était tombée le matin même. »

Au final, ni les forces de la Monuc, ni les troupes de « la force intérimaire d'urgence » n'auront donc contribué à assurer réellement la sécurité des populations, sinon dans quelques zones limitées de Bunia.

3- La portion congrue des secours

Pour les plus optimistes, l'engagement en juin d'une nouvelle force internationale en Ituri marquait la volonté de la communauté des Etats de s'investir aux côtés d'une population marquée par plusieurs semaines d'un conflit particulièrement meurtrier. Mais deux mois après ce nouveau déploiement, qui avait pourtant pour but « d'améliorer la situation humanitaire », selon les termes de la résolution 1484 du Conseil de sécurité, les populations de la ville de Bunia et des environs manquent toujours des biens les plus élémentaires pour assurer leur survie. Du fait de l'insécurité bien sûr, mais également d'un manque d'anticipation des besoins et d'une planification cohérente des secours.

3.1 Bunia : les « returnees » peuvent attendre

Depuis plusieurs semaines, attirées par le déploiement de la force internationale, plus de 12 000 personnes déplacées par les combats sont donc revenues à Bunia. Des habitants de la périphérie viennent également y trouver refuge. Dans une ville où l'insécurité perdure, ils tentent de trouver les moyens de leur survie alors que la nourriture, l'eau potable, les abris manquent.

Mais les derniers arrivés dans les camps de personnes déplacées sont laissés sans secours pendant plusieurs jours avant d'être enregistrés et de bénéficier enfin de distributions d'articles d'urgence (nourriture, vaisselle, matériaux de construction, accès à l'eau potable). Ces distributions revêtent pourtant un caractère vital pour ceux qui, après des semaines passés dans la forêt, ont tout perdu.

Faute de stocks suffisants, les distributions alimentaires organisées à ce jour - dont très peu dans la ville même - ne représentaient que 700 kilocalories par jour, soit un tiers seulement de la ration que l'on estime nécessaire pour couvrir les besoins nutritionnels quotidiens d'un adulte. Dans ces lieux de transit, à la mi-juillet, un seul abri de plastique était distribué pour 3 familles soit environ 15 personnes.

L'état nutritionnel précaire des « returnees » a conduit MSF à ouvrir un centre de nutrition intensive. Aujourd'hui la mise en place de distributions régulières pour l'ensemble de la population est une nécessité absolue. Or en l'absence d'un pipeline du PAM (Programme Alimentaire Mondial) suffisamment alimenté et organisé, de telles distributions tardent à se mettre en place. Les capacités logistiques restent d'autre part limitées : l'approvisionnement par la route est rendu difficile par la persistance des combats.

Les conditions d'accueil, qu'il s'agisse de la protection des populations mais aussi des conditions alimentaire et sanitaire dans lesquelles ils vivent sont largement insuffisantes. Si le mouvement de retour vers Bunia devait se confirmer, la situation pourrait devenir catastrophique. D'autant que des cas de choléra et de dysenteries sont toujours recensés dans cette région endémique.

Témoignages des équipes Médecins Sans Frontières

Dans le camp de l'aéroport, les derniers venus de Medu ont passé 2 jours sous la bâche de transit avant de recevoir une bâche pour 3 familles. Ils n'avaient rien. Ils font partie de ceux qui ont pu bénéficier d'une distribution d'ustensile et de nourriture : 1 sac de farine de maïs de 25 kg pour deux familles, une bouteille et demi d'huile par famille et 5 kg de haricots par famille. Aussi une barre de savon par famille. Ils sont tous originaires de Bunia mais disent qu'ils ne peuvent pas retourner dans les « quartiers rouges » : Mudzi Pela, Kindia, N'gesi : « Il faut des militaires dans chaque quartier pour pouvoir y retourner ».

Les nouveaux arrivants séjournent dans un abri de transit (une simple bâche hissée en hauteur) en attendant de se voir attribuer une parcelle et des jetons pour les distributions de vivres. Ces derniers jours plus de 150 familles sont arrivées. D'une manière générale, ces gens sont en mauvais état de santé : blessures de plusieurs semaines non soignées, galle infectée, etc... Souvent, ils n'ont pas mangé depuis au moins deux jours et ils sont sous-alimentés depuis des mois. En outre, ils arrivent ici démunis de tout et doivent attendre plusieurs jours pour recevoir de l'aide.

3.2 Alentours de Bunia : les oubliés des secours

Dans les zones grises des alentours de Bunia, l'insécurité rend toujours impossible le travail des secouristes. Les quelques ONG présentes² dans la région ne parviennent pas à s'y rendre et à porter assistance aux populations qui s'y trouvent (au moins 100 000 personnes). Alors que chaque semaine des informations faisant état de massacres dans la périphérie parviennent jusqu'à Bunia. Ces rumeurs sont souvent confirmées par l'arrivée de nouveau déplacés et blessés.

² Le Comité international de la Croix-rouge ne travaille plus dans la région depuis l'assassinat de six de ses membres, en avril 2001.

3.3 Beni après des mois d'imprévision

A Beni, une zone relativement sûre jusqu'au début juin, les arrivées de personnes déplacées se sont effectuées sur plusieurs mois. Alors que 30 000 personnes déplacées étaient installées depuis 6 mois sans avoir bénéficié de la moindre distribution alimentaire, il a fallu attendre plus de trois semaines après l'arrivée des 55 000 déplacés de Bunia pour qu'une distribution - d'une demi-ration - soit organisée par le Pam début juin (du 8 au 15).

Pour les mois de juillet-août, faute de stocks suffisants, le Pam n'a prévu de distribuer à nouveau que des rations incomplètes. Encore ces distributions ne bénéficieront-elles qu'aux personnes identifiées comme étant les plus faibles.

On destine généralement ce type de distributions alimentaires (dites « ciblées ») aux personnes partiellement autosuffisantes, ce qui ne peut être le cas de personnes à peine arrivées, dont les biens ont été systématiquement confisqués et pillés. Et moins encore dans une région marquée par la guerre, où l'emploi est rare et les produits chers.

De rapides enquêtes menées par World Vision auprès des déplacés à la mi-juillet montre que si la malnutrition aiguë n'est pas alarmante, un nombre significatif d'enfants risquent d'être affectés par la malnutrition. Pour prévenir le basculement de la situation, MSF a acheté 300 tonnes de vivres afin d'apporter durant 3 mois une supplémentation nutritionnelle aux 17 000 enfants de moins de 5 ans que compte la communauté déplacée.

A la mi-juillet 2003, les secours matériels restent donc globalement très insuffisants pour les victimes de la guerre dans l'Ituri.

L'engagement de la communauté internationale dans la crise n'est guère plus conséquent sur le plan des secours. Les agences des Nations Unies sont très peu présentes en moyens et en personnel et les fonds institutionnels permettant de financer les opérations d'aide sont insuffisants pour couvrir les besoins qui ne cessent de croître.

CONCLUSION

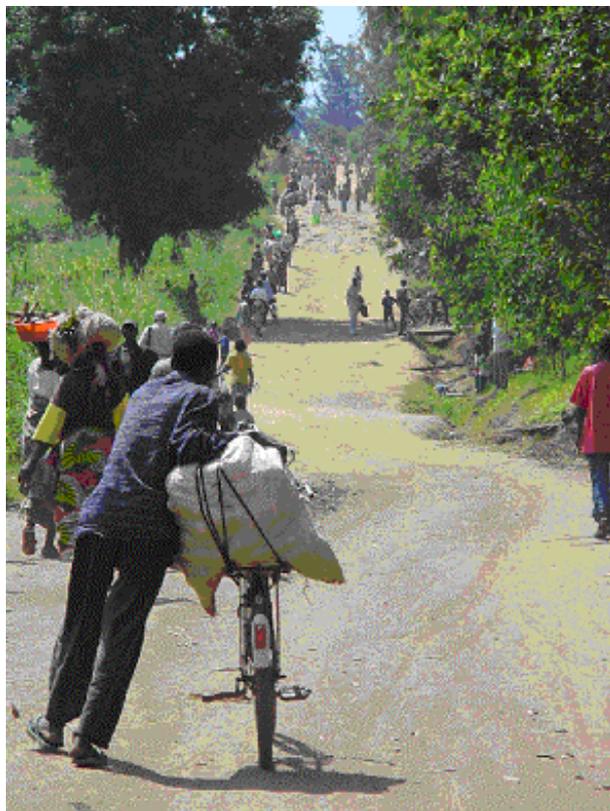
La double présence armée internationale en Ituri (Monuc et force intérimaire d'urgence) s'est malheureusement révélée incapable d'assurer une réelle protection des populations civiles. En raison de son mandat limité à la ville de Bunia, « la force intérimaire d'urgence » laisse également de côté plusieurs milliers de civils qui sont toujours en périphérie de la ville et auxquels les rares organisations humanitaires présentes sur place n'ont plus accès depuis des mois. MSF est particulièrement préoccupée par le sort de ces populations.

Au moment où le Conseil de sécurité des Nations unies doit décider d'un renforcement de la Monuc en Ituri, **MSF rappelle que les forces de maintien de la paix de l'ONU ont, dans le passé, essuyé de graves échecs dans leur mission de protection des populations. En Bosnie et au Rwanda, ces échecs se sont soldés par la morts de plusieurs milliers de personnes.**

Témoin de ces douloureuses expériences, **MSF demande instamment à la communauté internationale de ne pas donner une fois de plus de dangereuse illusion de protection à la population civile d'Ituri.**

Quelles que soient ses décisions à venir sur la forme et le mandat du dispositif international en Ituri, **MSF appelle le Conseil de sécurité à respecter pleinement ses promesses de protection des populations et à ne pas les sacrifier au profit d'autres objectifs politiques, comme l'a illustré, dans le passé, l'histoire tragique de la « zone de sécurité » de Srebrenica.**

Par ailleurs, les secours acheminés dans la région sont très largement insuffisants pour répondre aux besoins de la région. La mobilisation des agences des Nations Unies et des bailleurs de fonds institutionnels est aujourd'hui cruciale pour augmenter substantiellement l'assistance humanitaire aux populations civiles victimes de la guerre en Ituri.



© Juan Carlos Tomasi

ANNEXES

La communauté des Etats dans le conflit congolais

Depuis plusieurs années, se déroule en RDC un conflit meurtrier et généralisé, associant de nombreux groupes politiques et militaires. La communauté internationale a réagi à cette crise en prenant diverses mesures d'ordre diplomatiques et militaires. L'effort n'a pas été à la mesure de l'amplitude du conflit et de ses conséquences dramatiques pour la population congolaise. Le chiffre de 2 millions de morts (source CDC) liés à cette guerre depuis 1997 illustre l'inadéquation de la réponse internationale pour protéger les civils de la guerre.

La plupart des pays voisins du Congo sont concernés par la guerre en RDC, qu'ils accueillent des réfugiés congolais ou que leur gouvernement, comme ceux de l'Ouganda et du Rwanda, intervienne plus ou moins directement dans le conflit ou son règlement, au nom de la préservation et du développement de leurs intérêts politiques, territoriaux, économiques, sécuritaires.

Plusieurs pays africains non riverains sont également intervenus au Congo depuis 1997, au titre d'une force d'interposition internationale ou d'alliances bilatérales.

Depuis un an, l'élaboration d'un plan de paix pour le Congo reçoit le soutien de plusieurs pays occidentaux tels que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne ou la France. Cet effort s'ajoute à ceux de plusieurs gouvernements africains.

Des moyens supplémentaires pour les Nations Unies accompagnent ce regain d'intérêt plus ou moins concerté. Les conférences de Pretoria et de Sun City ont reçu le soutien de ces gouvernements étrangers. En 2003, les Nations Unies disposent d'un budget de 500 millions de dollars (USD) et d'un effectif théorique de 8 700 hommes, dont 5 500 seulement ont été réellement déployés, pour la protection des populations.

MOUVEMENTS DE POPULATION EN ITURI ET NORD KIVU



Notre ami et collègue Arjan Erkel, chef de mission Médecins Sans Frontières au Daguestan, a été enlevé il y a près d'un an, le 12 août 2002.